CDEN du 16 décembre 2008 - Déclaration commune

Monsieur L'Inspecteur d'Académie, Monsieur le Préfet

Près de 70% de grévistes dans les établissements scolaires de la Sarthe, avec des chiffres comparables dans toute la France le 20 novembre.

A l'instar de nombreux départements également mobilisés, des centaines de manifestants (enseignants, parents, lycéens, étudiants), dans les rues du Mans le 29 novembre, le 10 décembre, ce soir.

Un tel mouvement montre la colère des professionnels de l'éducation et des usagers, ainsi que leur profond attachement aux valeurs du service public et à la réussite des élèves.

Vous avez voulu Monsieur l'Inspecteur d'Académie, au cours de ces dernières semaines, réunir les directeurs et directrices d'écoles afin de préparer la rentrée prochaine. Nous considérons pour notre part que si le ministre ne revient pas sur ces décisions la rentrée prochaine sera catastrophique.

Vous nous avez réuni ce soir pour nous présenter un bilan, à n'en pas douter édulcoré, de la rentrée, ce bilan nous pouvons le tirer très rapidement d'une façon totalement réaliste :

- après deux recrutements successifs de listes complémentaires, une dizaine de postes pourtant budgétisés restent vacants dans le premier degré. Des stages de formation continue sont reportés, des congés maladies ne sont pas remplacés.

- l'aide personnalisée a été mise en place à marche forcée, au mépris des rythmes des enfants, des problèmes d'organisation soulevés par les élus des collectivités locales. Permettez-nous de vous rappeler que dans ce département certains enfants n'ont pas de temps pour jouer le midi ; comment peuvent-ils aborder sereinement les apprentissages de l'après-midi dans ces conditions ? Comment pouvez-vous cautionner des organisations scolaires contraire à la loi.

- 6 communes sarthoises ont été assignées au tribunal administratif pour avoir osé refuser d'être les complices le 20 novembre, de la mise en place d'un service d'accueil qui portait atteinte à la sécurité des élèves.

- Au sein des écoles et des établissements, les collègues ne se reconnaissent plus dans les missions qu'ils doivent assumer, tant le contenu des programmes, la nouvelle organisation sont éloignés de l'idée qu'ils se faisaient du métier d'enseignant et des raisons qui les ont poussés à choisir cette profession.

Pour étouffer toute forme de contestation, cet été le ministre porte atteinte au droit de grève et invente le SMA. En septembre, il s'attaque aux droits syndicaux en limitant le droit de réunion sur le temps de travail, droit pourtant reconnu pour tous les salariés... Et aujourd'hui, pour bon nombre d'entre nous, planerait la menace d'un service non fait et des retraits de salaires qui vont avec...

Oui, les enseignants sont mécontents et avec eux les parents d'élèves. Les élus des collectivités locales voient dans toutes ces mesures un accroissement de leurs compétences sans les moyens qui devraient accompagner. Nul besoin de dilapider l'argent public en ayant recours à des entreprises privées pour surveiller l'état d'esprit des jeunes ou des enseignants, il suffit au ministre d'entendre les revendications massivement portées dans les rues de France et d'entamer les discussions avec les représentants élus des personnels.

Le dialogue social ne peut se résumer à un exercice de communication-manipulation dissimulant une politique autoritaire de passages en force successifs quand ne s'y ajoute pas le mépris des personnels.

- les suppressions massives d'emplois,
- la mise en extinction des personnels de Rased,
- le sabordage des IUFM outil essentiel de la formation des enseignants,
- le recours de plus en plus important aux personnels contractuels et précaires aux statuts divers,
- les attaques répétées contre l'école maternelle,
- les horaires d'enseignement pour les élèves diminués alors que les programmes sont toujours aussi denses,
- le soutien aux élèves sortis des horaires obligatoires et en voie d' externalisation"
- les programmes modifiés contre l'avis des professionnels,
- l'offre et un temps de formation réduits en lycée et lycée professionnel,
- des rythmes scolaires qui virent à l'absurde,
- les établissements scolaires mis en concurrence,
- les associations complémentaires de l'école asphyxiées …

L'école dessinée à travers ces réformes ressemblerait demain à une multitude de petites entités autonomes dont le caractère public aurait disparu avec à leur tête un « leader » aux pouvoirs étendus.

Les personnels et les parents refusent que l'enseignement privé soit priorisé et modélisé.

Nous refusons ces réformes qui menacent lourdement les statuts des personnels et les fondements du service public. Aucun acteur du système éducatif que ce soit les parents, les personnels, les jeunes ou les chercheurs ne soutient vos réformes.

Cette politique à marche forcée constitue un véritable déni de démocratie.

Nos revendications sont unitaires et portées par les personnels, les parents d'élèves et les élus.

Nous voulons :

- un autre budget et les créations d'emplois qui répondent aux besoins et permettent une rénovation et une transformation du système éducatif favorisant la réussite de tous les élèves

- L'abandon de ces contre-réformes et l'ouverture d'un véritable dialogue et des négociations

- Le respect des droits syndicaux

Il est temps d'apporter des réponses rapides à la hauteur de nos revendications.

Oui, l'école en général a besoin de réformes pour répondre aux défis qui lui sont posés mais ces réformes doivent être concertées et pensées à partir des besoins exprimés par les personnels, les parents et les jeunes scolarisés et des travaux et réflexions menés par les chercheurs.

Monsieur le Préfet, Monsieur l'Inspecteur d'Académie vous comprendrez que dans les circonstances présentes nous ne puissions rester dans ce CDEN à préparer une rentrée 2009 dont nous refusons profondément le cadre.